

Rapport d'activités 2011

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Table des matières

| | |
|---|----|
| Rapport d'activités 2011 | 1 |
| Table des matières | 2 |
| Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission..... | 3 |
| L'enjeu de la Commission..... | 3 |
| Champ d'application de l'article 41 | 3 |
| La commission agit sur plainte, également appelée requête | 3 |
| Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission | 4 |
| Composition de la Commission | 5 |
| Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2011 | 6 |
| Chapitre 2 : Etude des dossiers | 7 |
| Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis | 7 |
| Section 2 : Les activités commerciales..... | 7 |
| 1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973. | 7 |
| 2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ? | 7 |
| C42/33 : « Ecole sans pub » | 8 |
| C42/34 « Action olympique » | 8 |
| Section 3 : les activités politiques | 8 |
| Section 4 : La concurrence déloyale | 9 |
| Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?..... | 9 |
| 1. La concurrence déloyale et l'article 41 | 9 |
| C42/28 : « Décret inscriptions »..... | 9 |
| C42/35 : « Découvrir les langues » | 10 |
| C42/37 : « L'encart publicitaire » | 10 |
| 2. La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire..... | 10 |
| C42/36 : « les CEB du maître »..... | 10 |
| C42/40 : « L'épreuve externe commune» | 11 |
| Annexe I | 12 |
| Composition au 1 ^{er} janvier 2011 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement..... | 12 |
| Annexe II - texte des avis prononcés en 2011 | 14 |
| Les activités commerciales..... | 14 |
| C42/33 : « Ecole sans pub » | 14 |
| C42/34 : « Action olympique » | 15 |
| Les activités politiques | 17 |
| La concurrence déloyale..... | 17 |
| C42/28 : « Décret inscriptions »..... | 17 |
| C42/35 : « Découvrir les langues » | 18 |
| C42/36 : « les CEB du maître »..... | 19 |
| C42/37 : « L'encart publicitaire » | 19 |
| C42/40 : « L'épreuve externe commune» | 21 |

Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission

Comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[ra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. » Le millésime 2011 en est la quatrième édition.

L'enjeu de la Commission

Pour mémoire, il convient d'avoir à l'esprit l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue¹. » (Art. 43, §3, alinéa 2)

Champ d'application de l'article 41

Le champ d'application – appelons-le « rationae materiae » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique » ;
- « Toute activité commerciale » ;
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements».

La commission agit sur plainte, également appelée requête

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement

¹ Article 43, § 3, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 : « La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue. » Concrètement, c'est le Ministre qui possède l'éducation dans ses attributions qui prend la décision, en vertu de l'article 13, § 1^{er}, 11° de l'AGCF du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement. (Mon. b. 7 juillet 2009)

obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement».

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur² de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au Secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet ».

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi ».

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission

Selon l'art. 43. §1^{er} : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement.

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement ».

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit ».

² Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

L'exposé des motifs³ indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en effet, proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités ».

Composition de la Commission

L'article 42 § 2 dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française⁴;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le Secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

³ Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p.3 et 4

⁴ Ou son délégué.

La composition de la Commission (année 2011) se trouve indiquée en annexe.

Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2011

Depuis la clôture du rapport 2010, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission s'est réunie quatre fois.

Elle a examiné neuf plaintes.

| Dossier | Nature ⁵ | Date de la requête | Date de l'avis | Date de la décision |
|--|---------------------|--------------------|----------------|---------------------|
| C42/28 « Décret-inscriptions » | CD | 27/05/2010 | 06/04/2011 | 24/06/2011 - accord |
| C42/33 « Ecole sans pub » | Com | 02/03/2011 | 23/09/2011 | 16/11/2011- accord |
| C42/34 : « Action olympique » | Com | 16/03/2011 | 06/04/2011 | 27/06/2011 - accord |
| C42/35 : « Découvrir les langues » | CD | 30/03/2011 | 23/09/2011 | 07/11/2011- accord |
| C42/36 : « Les CEB du Maieur » | CD | 05/07/2011 | 23/09/2011 | 07/11/2011-accord |
| C42/37 : « L'encart publicitaire » | CD | 07/07/2011 | 23/09/2011 | 16/11/2011-accord |
| C42/38 : « La salle de spectacle » | CD | 07/10/2011 | Avis en 2012 | |
| C42/39 : « Transports scolaires » | CD | 07/10/2011 | Avis en 2012 | |
| C42/40 : « L'épreuve externe commune » | CD | 24/10/2011 | 18/11/2011 | 17/01/2012- accord |

Le tableau indique la date d'introduction de la plainte, sa nature dans le contexte de l'article 41, la date à laquelle la Commission a rendu un avis et la date à laquelle l'autorité ministérielle a prononcé sa décision.

On voudra bien remarquer que deux dossier n'ont pas encore donné lieu à un avis : Le dossier C42/38 « La salle de spectacle » et le dossier C42/39 « Transports scolaires » sont toujours en voie d'instruction jusqu'en 2012.

Le dossier C42/28 « Décret-inscriptions » avait été instruit en 2010 mais l'autorité ministérielle ne prononça de décision qu'en l'an 2011, alors que la requête qui portait sur le dossier C42/40, intitulé « L'épreuve externe commune », qui avait été instruit en 2011, ne donna lieu à une décision qu'au début de l'année 2012.

La Commission a donc eu l'occasion de rendre 7 avis. Deux avis concernent les matières commerciales, cinq dossiers concernent la matière de la concurrence parmi lesquels on remarquera que deux espèces ont trait à l'application du décret du 2 juin 2006 (relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire) qui fait référence à l'article 41. Il n'y a eu aucun dossier ayant trait à l'interdiction de la propagande politique.

⁵ Nature ou domaine, procédant du champ d'application rationae materiae :

Pol : activité politique ;

Com : activité commerciale ;

CD : concurrence déloyale

Chapitre 2 : Etude des dossiers

Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des 9 avis prononcés par la Commission.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés ».

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques. Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

Section 2 : Les activités commerciales

1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?

La loi de 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédent rapport, les membres peuvent – et doivent – se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

Dans le domaine commercial, la Commission a eu à connaître de deux affaires, que nous nous proposons de détailler en page suivante.

C42/33 : « Ecole sans pub »

Avis prononcé le 23 septembre 2011 – décision ministérielle : accord le 16 novembre 2011

Pratique commerciale – brochure publicitaire – absence d’acte dans un établissement scolaire déterminé – irrecevabilité de la demande et non application de l’art.41

En l’espèce, le responsable d’une association de consommateurs déposa la plainte suivante : plusieurs écoles d’une région déterminée furent le théâtre d’une opération destinée à promouvoir les carrières, pendant laquelle on distribua dans certaines classes, pendant les heures de cours, une brochure contenant de nombreuses pages de publicité commerciale.

Dans la mesure où le requérant, interrogé par courrier, n’apporta pas la démonstration que les faits s’étaient déroulés dans un ou plusieurs établissements scolaires déterminés, comme le préconise l’article 41, les membres de la Commission émisent l’avis, à l’unanimité, que la demande était irrecevable.

C42/34 « Action olympique »

Avis prononcé le 6 avril 2011 – décision ministérielle : accord le 16 novembre 2011

Pratique commerciale – discrétion – équilibre d’intérêt - retombées positives.

En l’espèce, par message électronique du 16 mars 2011, un parent d’un élève de 3^{ème} maternelle souhaita attirer l’attention de la Commission au sujet de l’action dite « Action olympique », par laquelle on souhaitait dynamiser les activités sportives à l’école, en faisant acheter aux élèves des sacs de sport à 5 € dont 25 € allaient directement dans la caisse de l’établissement. Il y aurait notamment 400 journées dans un certain parc d’attraction à gagner. Cette plainte fut été reprise à son compte par le CRIOC dont le sentiment était que l’action était de nature purement commerciale, et, partant, tombait entièrement sous le coup de l’article 41 de la loi précitée.

Cependant, à l’unanimité, les membres de la Commission ont considéré dans leur avis que l’activité incriminée constituait une pratique qui s’apparentait à une forme de sponsoring et qui, dans les conditions décrites, ne violait pas l’article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l’enseignement.

Section 3 : les activités politiques

Néant

Section 4 : La concurrence déloyale

Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?

Le Pacte scolaire interdit les pratiques déloyales dans la concurrence entre établissements pour éviter que ne se rallume la guerre scolaire.

La concurrence déloyale est susceptible d'être examinée sous un angle double :

D'une part, la Commission examine si le fait dénoncé est susceptible d'aller directement à l'encontre du prescrit de l'article 41 qui précise en son alinéa 2 que « Toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [l]es établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement ».

D'autre part la Commission peut évaluer si le fait qui est soumis à son examen peut aller à l'encontre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. Ce texte érige en infraction à l'article 41 certaines pratiques : celles de divulguer les résultats de l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.

1. La concurrence déloyale et l'article 41

C42/28 : « Décret inscriptions »

Avis prononcé le 6 avril 2011 – décision ministérielle : accord le 24 juin 2011

Pratique non démontrée – absence de preuve – non application de l'article 41

En l'espèce, le requérant saisit la Commission de la plainte suivante : Deux établissements (enseignement fondamental) d'un certain réseau d'enseignement auraient adopté des pratiques déloyales à l'occasion de l'application du décret « inscription ».

- L'un des établissements pré-remplit la case n° 1 des choix d'établissements en y indiquant sa propre section secondaire ;
- L'autre établissement fit parvenir une lettre aux parents dans laquelle elle annonçait le document à remplir tout en indiquant la liste de neuf établissements secondaires de sa région.

Dans la mesure où le rapport d'inspection n'apporte pas la démonstration que les faits étaient établis, les membres de la Commission ont émis l'avis, à l'unanimité, que les pratiques incriminées n'étaient pas de nature à contrevenir à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

C42/35 : « Découvrir les langues »

Avis prononcé le 23 septembre 2011- Décision ministérielle le 07 novembre 2011 (accord)

Promotion de l’immersion par un établissement ou un PO – présence d’un inspecteur – but d’information – absence de preuve – absence de concurrence et donc de concurrence déloyale – absence des éléments constitutifs d’une infraction à l’art 41.

Une plainte fut déposée comme suite à la participation d’un inspecteur à une réunion destinée à promouvoir l’enseignement en immersion, organisée par un établissement scolaire. Dans la mesure où la preuve n’est pas rapportée que la réunion n’avait d’autre but que d’informer les participants sur un type déterminé d’enseignement, l’enseignement par immersion, les membres de la Commission ont été d’avis que les éléments constitutifs de l’infraction décrite dans l’article 41 de la loi du 29 mai 1959 n’étaient pas réunis.

C42/37 : « L’encart publicitaire »

Avis prononcé le 23 septembre 2011- Décision ministérielle le 16 novembre 2011 (accord)

Divulgarion de certains résultats scolaires - Comparaison à des fins de concurrence – contrariété avec l’article 41.

En l’espèce, les membres ont examiné une plainte émise par le [chef d’établissement d’un établissement du réseau A] contre une publicité éditée dans un « toute-boîte » par [un établissement du réseau B], qui affichait le slogan suivant : «L’école de la réussite -70% de réussite aux études supérieures-soit 30% de plus que la moyenne en Communauté française⁶ ».

Dans leur avis, à l’unanimité, les membres de la Commission estimèrent que les éléments constitutifs d’une transgression de l’article 41 de la loi du 29 mai 1959 étaient réunis et, partant, que la pratique incriminée constituait une pratique déloyale au sens de cette loi, car elle procédait d’une comparaison qui induit un classement à des fins de concurrence entre établissements, même indéterminés.

2. La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l’évaluation externe des acquis des élèves de l’enseignement obligatoire et au certificat d’études de base au terme de l’enseignement primaire

C42/36 : « les CEB du maïeur »

Avis prononcé le 23 septembre 2011- Décision ministérielle le 07 novembre 2011 (accord)

En l’espèce, dans un article d’ [un certain journal quotidien], il est question de la divulgation du taux de réussite au CEB des écoles d’une région déterminée par Monsieur P***. Cette information a été également mentionnée sur le réseau « Twitter ».

⁶ Qui n’était pas encore appelée « Fédération Wallonie-Bruxelles » au moment des faits.

A l'unanimité, les membres de la Commission ont considéré dans leur avis que Monsieur P*** n'a pas respecté le prescrit de l'article 27 du décret du 2 juin 2006⁷, qui dispose notamment de ce que « *les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel* ».

C42/40 : « L'épreuve externe commune »

Avis prononcé le 18 novembre 2011- Décision ministérielle le 17 janvier 2012 (accord)

Le 24 octobre 2011, Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française, a déposé plainte du fait de ce qu' [un] bulletin [fut édité, pourvu d'] une mention ainsi libellée : « Certificat d'Etude de base : 97% de réussite » !

Une pratique qui consiste à affirmer que les écoles [d'un certain ressort] affichent 97% de réussite au Certificat d'études de base, et qui procède à une comparaison avec la moyenne des écoles de la Communauté française est en contradiction avec le prescrit de l'article 27 précité vu qu'il est interdit de faire état de résultats, qui plus est, à des fins de comparaison. Les membres ont donc été amenés à constater dans leur avis que la pratique incriminée était en contradiction avec l'article 41 du Pacte scolaire.

Ensuite de cet exposé, comme par le passé, le lecteur trouvera en annexe II du présent rapport le texte des différents avis qui viennent d'être exposés. Ce texte a été rédigé compte tenu des remarques formulées au début du chapitre 2. Nous vous en souhaitons une lecture agréable.

La Présidente,

Le Secrétaire

Lise-Anne HANSE,
Directrice générale

Jean-Michel Crabbé
Directeur

⁷ Relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

Annexe I

Composition au 1^{er} janvier 2011 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement :

| EFFECTIFS | | SUPPLEANTS | |
|--|--|--|--|
| MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire, AGERS | | M. Jacques VANDERMEST, Directeur, AGERS | |
| MME. Claudine LOUIS, Directrice générale adjointe, AGERS | | M. Fabrice AERTS-BANCKEN, Directeur, AGERS | |

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

| EFFECTIFS | | SUPPLEANTS | |
|--------------------------------|--|------------------------------|--|
| MME Emmanuelle HAVRENNE, SEGEC | | MME Anne METHENS, SEGEC | |
| MME Bénédicte BEAUDUIN, SEGEC | | MME Nathalie DASNOY SEGEC | |
| MME Reine-Marie BRAEKEN, CECF | | MME Isabelle BLOCRY, CECF | |
| M. Roberto GALLUCCIO, CPEONS | | M. Philippe DEMIESSE, CPEONS | |
| M. Michel BETTENS, FELSI | | M. Raymond VANDEUREN, FELSI | |

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué ;

| | | | |
|-------------------|--|----------------|--|
| M. Didier LETURCQ | | M. David MAIRE | |
|-------------------|--|----------------|--|

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

| EFFECTIFS | | SUPPLEANTS | |
|-------------------|--|-------------------|--|
| M. Daniel PLAS | | M. Etienne MICHA | |
| M. Marc GUILLAUME | | M. Philippe | |

| | | | |
|------------------|--|--------------------------------------|--|
| | | DELFOSSÉ | |
| M. André CAUSSIN | | M. Jean-Paul HOGENDOORN ⁸ | |

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

| EFFECTIFS | | SUPPLEANTS | |
|---------------------------------------|--|---|--|
| M. Pascal CHARDOME, CGSP Enseignement | | M. Philippe JONAS, CGSP Enseignement | |
| M. Bernard DE COMMER, SETCa | | M. Joan LISMOND, SETCa | |
| MME Laurence MAHIEU, CSC-Enseignement | | MME Marie LAUSBERG, CSC-Enseignement | |
| M. Charles MALISOUX, CSC-Enseignement | | MME Anne-Françoise VANGANSBERGT, CSC-Enseignement | |
| M. Yves DELBECQ, SLFP | | MME. Pascale VANDER STRAETEN, SLFP | |
| M. Marc WILLAME, A.P.P.E.L. | | M. Jean-François GHYS, A.P.P.E.L. | |

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

| EFFECTIFS | | SUPPLEANTS | |
|-----------------------------------|--|-------------------------|--|
| MME Violaine DAUTREBANDE, UFAPEC | | MME Julie FERON, UFAPEC | |
| MME Marie-Christine LINARD, FAPEO | | M Anthony ESCOLE, FAPEO | |

Personnes présentes en qualité de : Techniciens

| EFFECTIFS | | SUPPLEANTS | |
|--|--|-----------------------------|--|
| M. Marc VANDERCAMMEN Directeur général CRIOC | | Alexis MOERENHOUT, CRIOC | |

Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur

⁸ Cabinet ministériel donc incompatibilité momentanée avec la fonction de membre.

Annexe II - texte des avis prononcés en 2011

Les activités commerciales

C42/33 : « Ecole sans pub »

Avis prononcé à la réunion du 23 septembre 2011.

Décision de l'autorité ministérielle : accord 16 novembre 2011

Considérant que, par courrier électronique du 27 février 2011, le responsable d'une association de consommateurs, déposait tant auprès de Madame la Ministre qu'au Secrétariat de la Commission une plainte pour infraction à l'article 41 du 29 mai 1959 ;

Considérant que la plainte était ainsi libellée : « Plusieurs écoles d'une région déterminée ont été le théâtre d'une intrusion publicitaire...au prétexte d'annoncer une « opération carrières » par [le club Untel], qui a fait distribuer dans certaines classes, pendant les heures de cours, une brochure contenant de nombreuses pages de publicité commerciale » ;

Considérant le prescrit de l'article 41 alinéa 1^{er} de la loi précitée qui énonce que : « Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que le 23 mars 2011, Madame Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire, interrogea le requérant pour qu'il indique dans quels établissements il avait remarqué les infractions dénoncées dans la plainte qu'il avait émise ;

Considérant que, réunis au cours de leur séance du 6 avril 2011, les membres convinrent de laisser le temps au requérant d'apporter réponse et proposèrent de solliciter une enquête de l'Inspection si les informations éventuellement fournies par [le requérant] appelaient des éclaircissements ;

Considérant que, réunis au cours de leur séance du 23 septembre 2011, les membres constatèrent que le courrier du 23 mars 2011 était resté sans réponse ;

Considérant que la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale telle qu'elle est envisagée par l'article 41 de la loi ;

Considérant que le requérant restait en défaut de démontrer que l'infraction dénoncée s'était déroulée dans un établissement scolaire ;

Considérant que dès lors, la demande ne réunissait pas les conditions de son examen,

Emirent l'avis, à l'unanimité, que la plainte déposée par le requérant était irrecevable.

C42/34 : « Action olympique »

Avis prononcé à la réunion du 06 avril 2011.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 27 juin 2011

Considérant que, par message électronique du 16 mars 2011, le père d'un élève de 3^{ème} maternelle souhaita attirer l'attention de la Commission au sujet de l'action « Action olympique, » qui [faisait] l'objet d'un document reçu via la « farde d'avis » de son enfant ;

Considérant que ce document consistait en la lettre adressée aux parents par « Action olympique », que l'on pouvait par ailleurs télécharger sur le site Internet d'« Action olympique », qui faisait état de l'organisation d'une opération de nature à dynamiser les activités sportives à l'école, en faisant acheter des sacs de sport à 5 € dont 2,5 € [étaient] destinés à alimenter directement la caisse de l'établissement ;

Considérant que l'opération récompensait les meilleures équipes de vendeurs par 400 journées [dans un parc d'attraction] à gagner et 600 voyages pour les JO de Londres ;

Considérant que le sac de sport présentait un logo d'un [certain parc d'attraction], sous forme d'un [marsupial] ;

Considérant que le CRIOC reprit cette plainte à son compte dès le 23 mars 2011, y dénonçant une opération commerciale, camouflée en opération à vocation pédagogique, dont la récompense annoncée n'a aucun rapport avec le sport ;

Considérant que les membres rappelèrent qu'aux jours d'aujourd'hui, même si on peut le regretter, aucune manifestation sportive ne se déroule sans que les sociétés commerciales n'y soient mêlées d'une manière ou d'une autre ;

Considérant que ce type d'opération constitue une importante source de revenu pour les fédérations sportives ;

Considérant que l'opération procédait d'une forme de sponsoring d'utilité publique⁹ ;

Considérant que les enfants n'étaient pas obligés de participer à l'action « Action olympique » et que c'était une faculté qui leur était laissée ;

Considérant que le courrier incriminé faisait allusion au parc d'attraction, il est vrai, mais c'était, semble-t-il, uniquement dans le but d'indiquer qu'« il y a 400 journées d'excursion à gagner » ;

Considérant que les membres étaient bien conscients de ce que les écoles sont régulièrement confrontées à la nécessité de rechercher les moyens de remplir leur mission, mais souhaitaient toutefois rendre attentif à l'ambiguïté d'une certaine formulation qui pourrait laisser sous-entendre que l'école pourrait générer des revenus en recourant à la vente, alors qu'il est de principe que l'enseignement est gratuit ;

⁹ Comme suite au raisonnement développé dans C42/14 « Sport à l'école – action sportive » (voir rapport 2007-2008).

Considérant que les membres souhaitèrent que la Commission reste cohérente et donne un avis identique dans une espèce dont la situation est relativement analogue ;

Considérant que lors de l'examen de l'espèce « Sport à l'école-action sportive », il fut exposé que des stylos à billes étaient vendus au prix de € 3 pièce, que les écoles conservaient directement 50 % du produit de la vente pour promouvoir le sport dans les écoles ; que € 1,5 était consacré à l'établissement, € 0,25 était réparti entre les trois fédérations du sport scolaire et que le solde était versé au COIB ;

Considérant que cette opération avait également prévu que [les] écoles qui auraient vendu le plus de bics recevraient une entrée gratuite au parc d'attraction...dans le cadre d'un voyage scolaire ;

Considérant que les membres relevèrent une analogie entre ce dossier « Sport à l'école – action sportive » et la présente espèce en ce que le fondement de l'opération : « Sport à l'école – action sportive » rejoignait tout naturellement les préoccupations des autorités en matière d'alimentation saine, car elle concerne la santé de tous les enfants des écoles y compris ceux qui n'ont pas d'aptitudes sportives particulières ;

Considérant que les membres, comme dans l'occurrence « Sport à l'école -action sportive », remarquèrent la présence de discrets logos de sponsors, essentiellement sur le site Internet dédié à l'opération « Action olympique », mais souhaitèrent rester cohérents et rendre un avis analogue dans une espèce analogue ;

Considérant que le rôle des fédérations du sport scolaire est très important dans cette problématique et que l'opération : « Sport à l'école –action sportive » ne manque pas d'y contribuer ;

Considérant qu'il apparaît également au cours de la réunion que l'action : « Sport à l'école -action sportive » constitue la principale source de revenu de l'une des fédérations du sport scolaire, la FSEOS ;

Emirent l'avis, à l'unanimité, que l'opération : « Action olympique » constituait une pratique qui, dans les conditions décrites, ne violait pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Les activités politiques

Néant

La concurrence déloyale

La concurrence déloyale et l'article 41

C42/28 : « Décret inscriptions »

Avis prononcé à la réunion du 6 avril 2011

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 26 juin 2011

Considérant que Monsieur Roberto GALLUCCIO saisit la Commission d'une plainte d'un responsable d'établissements scolaires;

Considérant que, selon cette plainte, deux établissements d'un certain réseau d'enseignement auraient adopté des pratiques déloyales à l'occasion de l'application du décret « inscription ».

- L'école fondamentale A aurait pré-rempli la case n° 1 des choix d'établissements en y indiquant sa propre section d'enseignement secondaire ;
- L'Ecole fondamentale B aurait fait parvenir une lettre aux parents dans laquelle elle annonçait le document à remplir tout en indiquant la liste de neuf établissements secondaires de sa région ;

Considérant qu'au cours de leur réunion du 2 septembre 2010, les membres ont souhaité qu'une enquête puisse leur apporter davantage d'éclaircissements sur les circonstances qui auraient présidé aux pratiques incriminées ;

Considérant que, le 29 novembre 2010, Monsieur Georges VANLOUBBEECK, Inspecteur général, fit parvenir à Madame le Directrice générale Lise-Anne HANSE le rapport des inspecteurs Michel DERACHE et Pierre SEVENANTS, respectivement de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'établissement B, « les documents fournis attest[ai]ent de la matérialité des faits » ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'établissement A, « La plainte sembl[ait] non fondée, un faisceau de preuves attest[ant] que les enveloppes [avaient] été remises fermées aux parents. [Que] celles-ci n'[avaient] pas pu être pré-remplies. [Que] la rature [aurait] donc [été] la conséquence d'un changement d'avis des parents. [Que l'établissement] ...a[vait] respecté la procédure à la lettre » ;

Considérant que, compte tenu des résultats de l'enquête, Monsieur Roberto GALLUCCIO fit part de son intention de ne pas approfondir le débat ;

Considérant qu'emboitant le pas à l'intéressé, les membres ont estimé que la plainte n'était pas suffisamment fondée ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que les pratiques incriminées ne sont pas de nature à contrevenir à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

C42/35 : « Découvrir les langues »

Avis prononcé à la réunion du 23 septembre 2011

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 07 novembre 2011

Considérant que, par message électronique du 30 mars 2011, un membre de la Commission avait fait part à l'assemblée de son étonnement de la participation d'un inspecteur à une réunion ayant pour objet la promotion de l'enseignement en immersion dans les implantations d'un seul Pouvoir organisateur, annoncée par une publicité « toute boîte » ;

Considérant que les membres, réunis en leur séance 6 avril 2011, souhaitèrent que l'Inspection procède à l'audition de [ce membre de l'inspection] afin de connaître le contexte exact de sa participation à la réunion dont question ;

Considérant que, réunis au cours de la séance du 23 septembre 2011, les membres prirent connaissance de la note du 14 juin 2011 de Monsieur l'Inspecteur général coordonnateur Roger GODET ;

Considérant que cette note fait état de ce que qu'il ne s'agissait, dans le chef de [cet inspecteur], uniquement que d'expliquer objectivement ce qu'est le programme d'immersion et d'exposer qu'il ne s'agit que d'une façon parmi d'autres d'apprendre une langue ;

Considérant que l'inspecteur insiste sur le fait qu'il n'était pas au courant de l'usage qui allait être fait de son nom et de sa qualité, et que son but n'était pas de promouvoir un établissement au détriment d'un autre ;

Considérant que, jointe au dossier, la copie d'une lettre du 24 mai 2011 émanant du Pouvoir organisateur semble bien confirmer les affirmations de [l'inspecteur] ;

Considérant que la preuve n'ayant pas été rapportée que la participation de l'inspecteur à la réunion d'information organisée par le PO n'avait d'autre but que d'informer les participants sur un type d'enseignement, l'immersion ;

Considérant que par la même, on ne saurait parler de « concurrence déloyale » entre établissement ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que les éléments constitutifs de l'infraction formulée dans l'article 41 alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 ne sont pas réunis.

C42/36 : « les CEB du maïeur »

Avis prononcé à la réunion du 23 septembre 2011

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 07 novembre 2011

Considérant que, le 5 juillet 2011, Madame Marie-Dominique SIMONET, Ministre de l'Enseignement obligatoire a fait part à la Commission des circonstances suivantes :

Considérant que Madame la Ministre a été interpellée par un journaliste du journal Z*** à propos de la divulgation du taux de réussite au CEB des écoles [d'une certaine région] par Monsieur P*** ;

Considérant que l'article de presse, [...] mentionne que Monsieur P*** a proclamé « 100 % de réussite pour les CEB dans [certaines] écoles » sur le réseau social « Twitter » ;

Considérant que l'article 27 du décret du 2 juin 2006 dispose de ce que « *Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. [qu']Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.*

[Que] Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel.

[Qu'] En cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

[Que] Le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

Considérant qu'il a été fait état de « 100 % de réussite au CEB » pour des établissements identifiables ;

Considérant que cette information constitu[ait] une divulgation ;

Considérant que le réseau « Twitter » est un mode de communication en réseau accessible au public ;

Considérant donc que les résultats au CEB d'écoles identifiables ont bien été rendu publics ;

Em[ir]ent l'avis, à l'unanimité, que le non-respect de l'interdiction de divulgation constitu[ait] une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

C42/37 : « L'encart publicitaire »

Avis prononcé à la réunion du 23 septembre 2011

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 16 novembre 2011

Considérant que, par sa note du 7 juillet 2011, Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française, transmet à la Commission une plainte émise par le [chef d'établissement d'un établissement du réseau A] ;

Considérant que cette plainte concern[ait] une publicité pour un enseignement éditée dans un document « toute-boîte » par [un établissement du réseau B] ;

Considérant que cette publicité annon[çait] : « L'école de la réussite - 70% de réussite aux études supérieures – soit 30% de plus que la moyenne en Communauté française » ;

Considérant que l'article 41 énonce que : « *Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.*

[Que] toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre ces établissements. [Que] la propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement » ;

Considérant que la plainte concern[ait] plus particulièrement l'alinéa 2 de cet article, les mots « propagande en faveur d'un enseignement » devant se comprendre au sens de « publicité pour un enseignement » ;

Considérant que la référence à l'école de la réussite n'est pas en soi contraire à l'article 41 mais qu'en principe l'école de la réussite est un concept qui se réfère implicitement à un enseignement inspiré par le projet de la lutte contre l'échec scolaire, et non à la concurrence entre établissements ;

Considérant que le premier élément chiffré indiqué dans le texte litigieux, soit « 70% de réussite aux études supérieures » ne se réfèr[ait] à aucun élément déterminé ;

Considérant que le concept de « moyenne en Communauté française » est un concept vague et qui manque d'objectivité ;

Considérant que l'utilisation du second élément chiffré, soit « 30 % en plus que la moyenne en Communauté française » provoqu[ait] une comparaison avec un élément indéterminé ;

Considérant en outre qu'aux yeux de l'article 41, « la propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective » ;

Considérant que cette comparaison n'[était] pas objective mais qu'elle indui[sai]t un classement à des fins de concurrence entre établissements, même indéterminés ;

Emirent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006

C42/40 : « L'épreuve externe commune »

Avis prononcé à la réunion du 18 novembre 2011

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 17 janvier 2012

Considérant que, le 24 octobre 2011, Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française, dépos[a] plainte du fait de ce qu' [un] bulletin [fut édité, pourvu d'] une mention ainsi libellée : « Certificat d'Etude de base : 97% de réussite ! »

Considérant que cette matière est notamment du ressort du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ;

Considérant que l'article 27 du décret du 2 juin 2006 dispose de ce que « *Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires.*

[Qu']il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

[Que] les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel.

[Qu'] en cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

[Que] le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

Considérant que la Commission estim[a] que la demande [était] recevable car elle décri[vai]t une pratique qui pourrait rentrer en contradiction avec les dispositions susvisées ;

Considérant qu'une pratique qui consiste à affirmer que les écoles [d'un certain ressort] affichent 97% de réussite au Certificat d'études de base, et qui procède à une comparaison avec la moyenne des écoles de la Communauté française est en contradiction avec le prescrit de l'article 27 précité vu qu'il est interdit de faire état de résultats, qui plus est, à des fins de comparaison ;

Considérant qu'en effet le décret impose le secret professionnel ;

Considérant que les membres [furent] amenés à constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités [étaie]nt réunis et qu'en cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique ;

Em[ir]lent l'avis, à l'unanimité, au vu de ce même article 27, que la pratique dénoncée par le requérant précité constitu[ait] une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.
